



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.12/info

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 12 décembre 2016

Informations

Délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales – Communication.

M. Daniel FIDELIN, Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 14 avril 2014 ;

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

- 1) **Réalisation d'un éco-quartier - Mission de Maîtrise d'œuvre – Avenant n° 3 : (DE1612I1 1M), acte certifié exécutoire le 03/10/2016**

La mission de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation d'un éco quartier a été confiée à l'atelier Philippe MADEC, mandataire du groupement d'entreprises (34 boulevard Bonne Nouvelle, 75010 PARIS).

Compte-tenu de la nécessité de procéder à un certain nombre d'ajustements suite à la validation des études d'avant-projet (AVP), il a été décidé de signer un avenant n° 3 permettant de prendre en compte les modifications suivantes :

Il est demandé à l'équipe de maîtrise d'œuvre de travailler sur une densification à 550 logements et non plus 500 comme cela avait été prévu suite à l'avenant n°2.

- 1. Modifications apportées sur la tranche ferme**, dont le montant, chiffré au moment de l'avenant n° 2 à 1.118.000 € HT, reste inchangé :

- Le montant des études préalables ou pré-opérationnelles sur la surface globale de 60 HA est ramené à 332.150,00 € HT au lieu de 338.750,00 € HT, pour les raisons suivantes :
 - suppression de l'étude de sécurité publique sur 60 HA, pour des raisons réglementaires (articles R114-1 et R114-2 du code de l'urbanisme) ;
 - suppression de l'élaboration des dossiers de création et de réalisation de ZAC, puisque le recours à une ZAC n'est plus adapté et remplacement par des fiches de lots sur la totalité des lots ;
 - La mission concernant l'intégration de la ZAC dans le PLU est remplacée par une assistance pour l'évolution du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le montant des études de maîtrise d'œuvre sur 30 HA (550 logements), est ramené à 721.250,00 € HT, au lieu de 714.650,00 € HT (hors OPC), pour les raisons suivantes :
 - Modification de la rémunération de la mission : « réalisation du Permis d'Aménager » du fait de la réalisation de cette prestation sur la totalité des lots et non plus seulement sur la tranche 1 ;

A ces études, s'ajoute la mission Ordonnancement Pilotage et Coordination dont le montant de 64.600,00 € HT reste inchangé.

- 2. Affermissement de la tranche conditionnelle** initialement chiffrée à 751.450,00 € HT modifiée suite au passage sur l'ensemble du projet de 1000 logements à 550.

Par cet avenant la tranche conditionnelle est affermie, avec plusieurs adaptations du fait de la modification du projet suite à la validation de l'AVP.

La tranche conditionnelle concernait initialement 30 HA consacrés à la construction de 500 logements. Dorénavant, ces surfaces seront consacrées à la construction de logements dont le nombre est ramené à 60 et à l'aménagement des espaces publics (passage écologique, pré-vergers...), ce qui représente un total de travaux de 3.584.640,94 € HT.

Cette modification n'a pas d'impact sur les études pré-opérationnelles ou opérationnelles qui portent sur les 60 HA - 550 logements, ni sur les études préliminaires et l'avant-projet qui ont été réalisées pour l'ensemble du projet de 60 HA et 1000 logements (sur un coût de travaux de 8.655.000,00 € HT).

Au total, sur la tranche ferme, le montant des honoraires, modifié par l'avenant n° 2, reste inchangé et s'élève à 1.118.000 € HT ; sur la tranche conditionnelle, la part des honoraires sur la partie maîtrise d'œuvre (hors études opérationnelles) s'élevait à 670.450,00 € HT, elle est ramenée à 366.413,97 € HT, soit une moins-value de 304.036,53 € HT.

Imputation budgétaire : 6045-011-70 : Budget annexe éco-quartier

2) Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé - Travaux d'aménagement des « Jardins de la Ville », une démarche éco-quartier – (DE161211 2M), acte certifié exécutoire le 28/09/2016

Suite à la consultation organisée le 24 juin 2016 et à la nécessité de réaliser une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre des travaux d'aménagement des « Jardins de la Ville », une démarche éco-quartier à Montivilliers, il a été décidé de confier cette mission au cabinet Elyfec SPS (29 rue Condorcet - Porte 7021 - 38090 Vaulx Milieu) pour un montant de 13.748,40 € TTC.

Imputation budgétaire : 6045 011 70 : Budget annexe éco-quartier

3) Mission géotechnique G5 sur la Zone d'Activités d'Epaville (DE161211 3M), acte certifié exécutoire le 28/09/2016

Suite à la consultation organisée le 27 juin 2016 et à la nécessité de procéder à une mission géotechnique G5 sur la Zone d'Activités d'Epaville à Montivilliers, il a été décidé de confier cette mission à ABROTEC (5 ZA CAUX MULTI-POLES – 76190 VALLIQUERVILLE) pour un montant de 18.252,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 6045 011 90 : Budget annexe d'Epaville

4) Démolition de l'ancien moulin - Traitement des mitoyens - (DE161211 4M), acte certifié exécutoire le 13/10/2016

Consécutivement à la démolition de l'ancien moulin de Montivilliers, il est nécessaire de réaliser des travaux de traitement des mitoyens. Suite à la consultation organisée le 3 août 2016, il a été décidé de confier ces travaux aux entreprises suivantes :

ATTRIBUTAIRES	MONTANTS € HT	MONTANTS €TTC
<u>Lot n°1 : « CREATION D'UN CONFORTEMENT »</u> GAGNERAUD Construction 38 rue Paul Doumer 76700 HARFLEUR	31.682,47	38.018,96
<u>Lot n°2 : « ISOLATION ET RAVALEMENT »</u> SARL RBP 14 Ter Rue des Alizés 76790 GERVILLE	34.895,00	41.874,00
TOTAL	66.577,47 €HT	79.892,96 €TTC

Imputation budgétaire : 2313 0201 1012

Acquisition d'une balayeuse de voirie - (DE1612I1 5M), acte certifié exécutoire le 20/10/2016.

Suite à la consultation lancée le 23 juin 2016, il a été décidé d'acheter une nouvelle balayeuse compacte aspiratrice de voirie à la société MATHIEU Fayat Group – ZI Est – Avenue D'Immercourt – 62000 ARRAS, pour un montant de 148.800 € HT, soit 178.560,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 2182-822

SERVICE FINANCES

1) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée aux spectacles et animations du service Culturel (DE1612IN2-1), acte certifié exécutoire le 17/10/2016

Pour des raisons d'organisation, il convient d'ouvrir un compte de dépôt de fonds au Trésor Public au nom de la dite régie. L'article 2 est ainsi modifié :

« Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires
- Carte bancaire
- Chèques réduction du département
- Chèques culture de la Région

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom de la régie. »

2) Suppression de la régie de recettes et d'avances pour l'encaissement des droits de séjours et fluides (eau et électricité) ainsi que la caution relatifs aux séjours des gens du voyage sur l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la zone d'activités Epaville, à Montivilliers, et pour leur restitution à l'encaissement du prix des repas et sortie des anciens (DE1612IN2-2), acte certifié exécutoire le 21/11/2016

A compter du 1^{er} janvier 2017, la gestion de cette régie sera réalisée par la CODAH. Il est donc nécessaire de la supprimer à partir de cette date.

SERVICE TECHNIQUES

1) Service propreté – acquisition d'un véhicule (DE1612I 1T), acte certifié exécutoire le 17/11/2016.

Suite à la consultation lancée le 8 septembre 2016 afin d'acquérir un nouveau véhicule TRAFIC Fourgon pour le service propreté, il a été décidé d'acheter ce véhicule à l'UGAP (5 avenue d'Italie – CS 19015 - 80094 AMIENS) pour un montant HT de 27.682,35 €, soit 33.218,82 € TTC + la carte grise d'un montant de 215.76, soit une acquisition d'un montant total de 33.434,58 € TTC.

Imputation budgétaire : 2182-822.

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire